

Voter utile dès le premier tour pour Éric Zemmour, seul candidat à pouvoir affronter le président sortant parce que ses propositions amènent à un véritable changement de politique redonnant à la France sa nécessaire grandeur et à l'Europe et au monde : la paix !

« Depuis plusieurs mois, j'avais laissé entendre que je prendrais personnellement position lors des prochaines élections présidentielles, parce que depuis 1958, pour en rester à une date proche, mais on pourrait aussi parler de 1974, une telle consultation électorale n'aura jamais eu une telle importance. Certes notre Conférence épiscopale a voulu conserver sa neutralité, et elle a bien fait dans le contexte actuel, mais cela ne signifie pas qu'elle se désintéresse de cette élection.

Qu'on commence par lire attentivement son document L'espérance ne déçoit pas, et l'on verra qu'il est bien loin de donner dans la neutralité absolue. Quand je lis, par exemple, à la page 35 « Comme tous les citoyens, les croyants de toute religion sont tenus au respect de l'ordre public mais n'ont pas à être suspectés a priori en raison de leur appartenance confessionnelle. », j'y lis une prise de position claire, adressée à tous les candidats et à tous les électeurs pour le respect total de la liberté des consciences en matière religieuse, recommandation, ô combien précieuse en ces temps de fanatisme en tout genre.

Et je pourrais donner d'autres exemples qui montrent que nos évêques sont conscients des enjeux politiques actuels.

Il me semble alors du devoir pastoral des prêtres qui sont directement sur le terrain, et que les laïcs consultent volontiers pour des éclairages politiques, de ne pas se dérober aux questions qui leur sont posées, pourvu qu'ils précisent bien qu'ils ne prétendent pas représenter toute l'Église, et que ce qu'ils vont dire ne constituera qu'un témoignage de prêtre, qui, par sa connaissance de l'histoire et son expérience personnelle a quelques idées sur la politique française et aussi internationale. Et pour faire bref je ne retiendrai que ce qui est le plus important dans l'immédiat. Cela dit, je ne pouvais pas imaginer que la Russie entre effectivement en guerre contre l'Ukraine et l'envahisse. Cette décision du Président Poutine complique mon propos, tout comme elle trouble à juste titre tous les Français, mais elle n'en modifiera pas le fond. Je prie et je forme tous les vœux possibles pour que la paix se rétablisse et qu'en même temps la diplomatie retrouve ses droits. Car cette guerre, plus elle va durer, plus elle va faire des victimes innocentes et assombrir l'avenir quant à l'espérance de la paix dans le monde.

Et je crains fort que parmi ces victimes, il ne faille aussi compter le peuple français, trompé depuis plusieurs années sur ce qu'est devenu l'Union européenne. Tout récemment, dans l'affaire d'Ukraine, certains se sont réjouis de l'unanimité qui s'était faite contre la Russie. C'est une façon de voir les choses ! Elle est évidemment extrêmement positive pour le Président français, à la tête de l'Union européenne, et actuellement candidat à sa propre succession !

Mais il est permis de considérer autrement cette attitude des dirigeants de peuples de l'UE ! En vérité cette belle unanimité continue à recouvrir des intérêts opposés, elle ressemble à ce que le Général De Gaulle appelait des gouvernements de rencontre, qui n'avaient pour seul programme que l'arrivée et le maintien au pouvoir, qui recueillaient une majorité de soutien, bénéficiant des ralliements de ceux qui viennent toujours au secours de la victoire. Mais dès que le danger qui les avait réuni disparaissait, ils se déchiraient de nouveau à belles dents, ayant même quelquefois le cynisme d'utiliser les mauvais effets de leur alliance contre nature pour accuser leurs anciens alliés !

Alors oui le peuple ukrainien est à plaindre et il faut l'aider ! Mais il est je crois permis, en matière d'aide de faire une distinction entre ses dirigeants politiques et lui.

Car le contentieux entre l'Ukraine et la Russie ne date pas d'hier, et tous les responsables européens en sont parfaitement conscients.

Sans remonter trop haut dans l'histoire, que trop de gens ignorent, il suffit de se reporter à la conférence internationale à laquelle François Mitterrand et Roland Dumas assistèrent en 1991, après la réunification de l'Allemagne. La demande russe de non extension de l'OTAN fut acceptée par tous. Il n'y eut malheureusement pas d'écrits, mais il est difficile de croire qu'il n'en reste aucune trace dans les nombreux ministères concernés (de 12 pays à sa création, l'OTAN est passée à 30 aujourd'hui, l'entrée d'un certain nombre de pays du bloc de l'Est se faisant à partir de 1995, la Russie étant affaiblie à cette époque. Le consensus de 1991 était alors oublié !).

De plus quand on connaît un peu l'histoire des deux pays en cause, il est clair que la Russie n'acceptera jamais une entrée de l'Ukraine dans l'Union européenne, qui impliquait une participation automatique à l'OTAN. A qui fera-t-on croire qu'un grand pays comme les USA, ou un moins grand comme la France pouvait ignorer que la Russie serait intransigeante sur ce point, et que depuis un moment, elle massait des troupes à la frontière ukrainienne, avec une armée considérablement modernisée ? De plus, il semble bien que depuis l'arrivée au pouvoir de Monsieur Biden, se soit installé outre atlantique un parti de la guerre, comme on l'avait craint quelques années plus tôt avec l'élection possible de Madame Clinton. Quoiqu'on en dise, Donald Trump avait stoppé les ambitions guerrières des USA. Il défendait les intérêts de son pays autrement, dans le sens de ce qu'on appelle l'Amérique profonde. Il gênait donc certains lobbys... et on connaît la suite. L'administration Biden utilise clairement la guerre pour mener sa politique, et elle a des alliés inconditionnels en Europe qu'elle entraîne dans des conflits qui ne peuvent que lui faire du mal. « Les gouvernements américains sont prêts à se battre jusqu'au dernier européen, mais pas au delà » écrivait récemment Charles Gave.

Les États Unis de Monsieur Biden ont fait la politique du pire à l'encontre du Président Poutine avec la complicité des dirigeants français et allemands. Il est alors surprenant d'entendre le Président français en déduire une volonté de créer une Europe indépendante, avec une armée, de refonder ses propres industries, pour n'avoir plus besoin des autres, alors qu'à la suite de ses prédécesseurs il a fait exactement le contraire et poursuivi la politique d'asservissement de l'Europe aux USA, laisser se détériorer l'économie française par l'euro qui n'était qu'un deutschmark masqué, et qu'il n'a pas joué le rôle diplomatique qui aurait pu maintenir la paix. Cette posture l'avantage incontestablement dans l'élection présidentielle, car il y a fort à parier que les Français actuellement apeurés tombent dans le piège. Poutine aura pris le relais du Covid. La France est bien partie pour garder un Chef qui aura réussi ce tour de force de faire passer tous ses échecs pour des victoires avec un aplomb rarement vu, apanage d'un cynisme qu'on rencontre ordinairement chez les mégalomanes !

C'est donc maintenant et très vite qu'il importe de changer de politique pour arrêter la guerre et rendre à la France et aux pays qui voudront reconstituer une nouvelle Europe avec elle, une indépendance réelle. Il faut donc changer de président et, selon moi, voter pour Éric Zemmour.

Il propose aux Français le rétablissement du septennat par référendum, ce qui a le mérite de disjoindre l'élection présidentielle de la législative et de rendre sa liberté à l'assemblée nationale, étant entendu, qu'il faudrait prendre les dispositions nécessaires pour qu'un député se comporte d'abord en élu de ses mandants. Et l'on en finirait ainsi avec la monarchie élective issue du quinquennat !

C'est alors que pourraient être légitimement tranchées deux questions qui taraudent la majorité de nos compatriotes, celles qui concernent l'immigration et la sécurité. Et l'inquiétude ne peut que monter à leur sujet depuis le déclenchement de la guerre en Ukraine.

L'immigration à grande échelle, n'est en fait aujourd'hui qu'un déplacement forcé de populations chassées de chez elles par la désastreuse politique de gouvernements corrompus ainsi que par des guerres (effectives ou pressenties) qui sont les conséquences directes de la guerre commerciale que se livrent les grandes puissances, et les intérêts financiers qui vont avec. Et sur le strict plan du profit, la guerre peut être envisagée comme un investissement rentable. Ce qui se passe actuellement en Afrique, au Proche Orient, et même maintenant en Europe, nous montre que les foyers de conflits ne sont pas prêts de s'éteindre, et par conséquent, l'immigration non plus. Nous savons très bien que l'Europe, sur le long terme, ne fera pas front commun sur cette question, tout simplement parce que certains pays, et dirigeants de ceux-ci, entretiennent des liens supérieurs à ceux de l'Union avec des puissances étrangères à l'Europe. Ce qui aboutit à une impasse, comme le montre ce qui se produit actuellement en Ukraine. Mais, ne nous y trompons pas, une guerre effective qui dure, doublée de sanctions économiques graves contre la Russie, peut accentuer l'alignement de la totalité de l'Europe à la politique américaine, ce qui jettera la Russie dans les bras de la Chine. La guerre économique, elle, se poursuivra à trois, l'Europe étant devenue colonie américaine.

Quant à la sécurité, elle est, elle aussi liée à une cause qui rassemble une grande majorité de Français, et qu'une assemblée qui les représenterait vraiment ne se ferait pas faute de rappeler au pouvoir exécutif. La menace terroriste existe toujours, et l'on doit être reconnaissant à la police, à nos services de renseignements et à nos forces spéciales de faire leur travail aussi bien. Mais chacun sait que la justice ne suit pas, et que ce ne sont pas les magistrats qui sont les premiers responsables, quoique quelques cas laissent sceptiques sur la place de l'idéologie dans certaines décisions judiciaires. Il y a maintenant incontestablement une question de lois. Les peines ne sont pas assez lourdes pour les tueurs de policiers ou de militaires affectés au maintien de l'ordre. A mon avis, la question du passage de l'état d'urgence à l'état de siège se pose, avec des tribunaux militaires pouvant, pour les cas les plus graves, condamner à mort les coupables et leurs complices d'actes de terrorisme. Un état de siège est du même ordre que l'état de guerre, ce dernier étant impossible à instaurer face à un État non reconnu comme Daech, mais l'état de siège est quant à lui, tout à fait légitime face à une organisation qui dispose de criminels semant partout la mort et qu'on ne peut combattre efficacement qu'en les neutralisant définitivement.

Et à côté de cela, il y a la délinquance ordinaire, si j'ose dire, avec ses délits et ses crimes qui augmentent d'une manière effrayante. Je recommande à ce sujet la lecture du très intéressant livre de Daniel Dugléry qui devint Directeur national de la sécurité publique en 1995, après avoir exercé de hautes fonctions dans notre Police nationale. Le titre est Halte à l'insécurité, Ed Saint Honoré Paris 2021. Je m'inspire de ses constats, car ils sont sûrs !

De nombreux responsables politiques, ont mesuré en conscience la gravité de cette question. Ils ont très souvent proposé des mesures qui se sont toutes heurtées au veto de Bercy pour des raisons budgétaires. Au moment où les crimes et délits augmentaient de 800%, les effectifs de police opérationnels eux, n'augmentaient que de 30%. Aujourd'hui nous aurions 12 millions de crimes et délits. Et l'on n'ose même plus publier les statistiques des affaires élucidées. La politique de l'autruche est de mise depuis un moment, d'autant plus que nous nous trouvons en période électorale !

Il reviendrait normalement à l'Eglise le droit de donner l'alerte, compte tenu de ses contacts avec la population qu'elle sait à bout de forces, et des valeurs morales qu'elle défend. Mais voilà, les chiffres de ses supposés victimes d'abus sexuels, l'ont rendue muette, et j'ai la nette impression que la majorité des catholiques n'a pas vu l'anti catholicisme de nos dirigeants politiques monter en puissance. Ce que dit ou pense l'Eglise catholique indiffère de plus en plus l'Etat.

Il est vrai que depuis 1905, il se veut laïc en France ! Il ne me paraît ni nécessaire ni opportun de remettre en cause ce principe, bien que je fasse entièrement miennes les positions de Pie X en 1906, et de Pie XI en 1924. Il est en effet dangereux d'exclure Dieu de l'espace public et de trop privatiser la religion.

Peut-on cependant affirmer, sans aucune réserve, comme je l'entends souvent affirmer aujourd'hui que l'Église catholique n'a, en tant que telle, aucune existence juridique en France, sinon au travers d'associations, type lois de 1901 ou de 1905 (revue en 1924) ? Je l'ai sans doute moi-même dit et écrit pour insister sur l'importance des lois sur les associations, et les modifications qui ont été apportées cet été 2021. Mais la réalité me semble plus complexe.

Pour ménager un avenir qui ne sera pas facile dans les relations Eglise/État, il me semble important que des juristes puissent réfléchir aux modalités possibles d'une existence juridique de l'Église catholique, à partir de ce qui s'est passé en France de 1870 à 1929, sans oublier que depuis 2002, fonctionne une instance particulière à l'Église catholique, lieu de dialogue privilégié avec le gouvernement de la République, l'Instance de Matignon, co-présidée par le Premier ministre et le Nonce apostolique en France. Pareille réflexion, dans mon esprit, n'aurait pas pour but de remettre en cause la laïcité de l'État.

Mais une telle réflexion impliquerait à la tête de l'État un président qui connaisse bien l'histoire de son pays et soit entouré d'une équipe de collaborateurs qui ait comme premier souci la restauration de la maison France, qui nécessite qu'on laisse à l'Église catholique la place qui lui est due de par son histoire. Là encore Éric Zemmour est le seul à prendre cela en considération.

L'Islam « brut de décoffrage » n'est pas compatible avec les lois de notre République, ce point a été clairement abordé par Éric Zemmour. Mais, organisé en fonction du lieu où il est pratiqué, la France en l'occurrence, des arrangements sont possibles, et même nécessaires, imposés par la présence sur notre sol de cette religion, représentée par quelques huit millions de Français, auxquels il faut aussi ajouter un nombre important d'étrangers.

Or dans ce domaine, nous n'avons guère avancé malgré des apparences trompeuses. L'Église catholique n'a pas apporté à l'État l'aide qu'elle aurait dû donner. A cause de théologiens qui en sont restés à ce qu'on m'a appris sur l'islam quand j'avais 18 ans, elle ne fait qu'embrouiller le débat avec des interprétations erronées du Coran et des cérémonies liturgiques parfaitement inappropriées parce que mensongères. On ne sert pas la paix religieuse par le relativisme et le syncrétisme. Le mensonge n'a jamais réuni durablement les hommes !

Quant à leurs interlocuteurs politiques, la plupart des français musulmans sérieux les récuse, sans forcément le dire, et ce, pour leur ignorance, et surtout pour leur athéisme manipulateur qui ne trouve aucune grâce à leurs yeux. Nous avons, j'y reviens, à peu près de huit millions de Français musulmans. Je pense, au travers de certains que je connais, mais qui ne comptent plus parmi les plus jeunes, qu'une majorité d'entre eux aiment encore le pays où ils vivent, tout comme aussi de nombreux jeunes. Mais là, cela dépend beaucoup du milieu. Certaines banlieues de grandes villes constituent de véritables frontières dans ce domaine. C'est pourquoi, il serait plus qu'urgent de dialoguer avec des Français musulmans, comptant parmi ceux qui occupent des places importantes dans notre pays, qui parlent bien sa langue et connaissent

son histoire. On me parlera alors peut-être de discrimination ! Et après ? Je crois qu'on ne peut parler avec des compatriotes sur un pareil sujet, que si ces derniers, par leurs activités, manifestent leur attachement à la patrie française. Cela indiquera aux autres la voie à suivre, et comment vivre une nécessaire assimilation qui ne soit pas un reniement !

Mais l'islam n'est pas qu'une religion, et c'est là son problème, ou tout du moins dans le cas où les membres de cette religion vivent dans un pays aux racines chrétiennes. La majorité de ce pays a beau ne plus pratiquer le christianisme, elle en a gardé des traces de civilisation, comme la tolérance, ou plus exactement l'idée qu'on ne peut exercer nulle contrainte en matière religieuse, la liberté aussi, c'est à dire la possibilité de changer de religion, même si la communauté à laquelle on appartient le réprouve, car cette dernière ne dispose que de peines spirituelles pour sanctionner, l'égalité de l'homme et de la femme, enfin, non pas dans le genre ou l'unisexe, mais dans la complémentarité.

Le dialogue que doit donc entreprendre l'État avec les citoyens français de religion musulmane, a donc pour obligation de tenir compte des deux dimensions politiques et religieuses. L'État doit commencer par s'entourer de gens compétents sur la religion islamique, et cela a singulièrement manqué jusqu'à présent, et faire confiance à ses préfets pour désigner les notables de la communauté musulmane française, et pas seulement les dirigeants de mosquées, recteurs ou imams. Trop de groupes musulmans en France sont plus ou moins liés à des pays étrangers, pour se risquer à des élections dans ce premier temps. Après, il faudra peut-être revoir la question. Mais la première étape que je viens d'évoquer est un passage obligé. C'est dans un tel cadre qu'on pourra discuter avec profit pour chaque partie, et déterminer ensuite dans quelle direction il faut avancer. Et il doit être bien clair pour tous les Français que l'amour de la patrie, tel que le concevaient ceux qui ont construit la France, et que je préciserai à la fin de mon propos constituera une priorité non négociable !

Mais, je me dois, pour conclure de revenir sur la guerre qui vient d'éclater en Europe, elle met en évidence la faute majeure des récents gouvernements français, ainsi que celle d'une bonne partie de ses partenaires : la déconstruction de l'idée de patrie ! La chute du mur de Berlin, et la réunification de l'Allemagne auraient dû constituer l'occasion de poser les bases d'une nouvelle Europe, en revenant à l'Europe des patries, en se souvenant que pour le général De Gaulle, l'Europe allait de l'Atlantique à l'Oural, et qu'il fallait tout de suite s'entendre avec la Russie (ce que l'on avait commencé à faire pour la réunification de l'Allemagne). Cette alliance aurait alors été fondée sur des réalités autres que financières et militaires, mais aussi spirituelles et culturelles. Les Russes l'ont compris, évitant que la chute de l'URSS ne signifie pas la fin de la Russie. Après la chute du communisme le christianisme orthodoxe est apparu plus vivant que jamais, la pratique religieuse a repris et les vocations se sont développées.

Les pays d'Europe de l'Occident ont assisté à tout le contraire et la France en particulier. Les forces spirituelles qui avaient fait leur grandeur n'ont pas cessé de décliner pour faire place à des lobbys, groupes et sectes, signes de décadence. Beaucoup de ces éléments destructeurs de civilisations nous venaient des États Unis. Les Français auraient dû le comprendre, et pour cela il fallait s'affranchir de leur tutelle. Depuis 1918, les États Unis veulent contrôler l'Europe. Le découpage de l'Europe, oeuvre du Président Wilson au moment de l'armistice, en est la preuve ! Yalta fut la suite ! L'épisode « De Gaulle » montra qu'il était possible de l'éviter dès 1945, et encore de 1958 à 1974 (mort de Georges Pompidou). Mais on a commencé à effacer les patries, tout en croyant rassembler des pays qui n'étaient, de ce fait, que des additions de zéros. L'élection de Monsieur Biden, à la tête d'une coalition très diverse, mais ralliée à l'idée qu'une guerre anticipée contre la Russie aurait dû alerter ! Elle allait encore plus affaiblir l'Europe et essayer d'intimider la Chine, en y ajoutant la certitude de l'emporter sur la Russie, qu'il y ait guerre réelle ou étendue de sanctions économiques. Là nous avons les deux, et l'on crie victoire ! Ce n'est à mon humble avis pas si évident que cela ! Mais ce qui est en revanche très sûr, c'est l'avantage que peut en France tirer le gouvernement, pour l'instant en place, d'une guerre qui ne lui a pas encore apparemment causé de dégâts. Car, comme en 1914,

on peut faire vibrer l'union nationale. Le médiocre Viviani, parce qu'il était chef du gouvernement à la déclaration de guerre, en arriva à parrainer l'Union sacrée et à conforter pour un temps son pouvoir !

Ainsi la guerre d'Ukraine, va électoralement profiter au président sortant, déjà en l'absolvant d'entrer tard (officiellement) dans la campagne électorale, chose faite maintenant, puis de bénéficier de la peur du changement qui apparaît à tout bruit de bottes, dans l'histoire de France en particulier. Alors que si l'on y regarde de plus près, cette guerre et ses conséquences sont le fruit d'une politique orchestrée par les différents partis de la guerre aux États Unis et ses « honorables correspondants » en Europe ! Quant à la plupart des concurrents à la présidence de la République française, devenue un poste de secrétaire, parmi d'autres, de Monsieur Biden, ils sont un certain nombre à penser comme le Président candidat, où à être obligés d'agir comme si, au cas où ils seraient élus.

Un des seuls à qui on ne peut pas faire ce reproche est Monsieur Éric Zemmour. Sur cette question, devenue maintenant la plus urgente, la paix en Europe, que l'on peut encore sauver parce que le président Poutine est un homme qui raisonne et sait calculer, seul un président français ayant la ferme volonté d'une réorganisation totale de notre continent peut faire oeuvre positive. Et Éric Zemmour croit, comme, le Président Poutine, à l'Europe des patries.

Il a vu juste en disant lors de son meeting de Chambéry (26 février 2022) « Nous vivons le retour de trois éléments ; le retour du tragique, le retour des frontières, le retour de la souveraineté... Nous vivons dans un monde dangereux, où le tragique n'a pas disparu, où les frontières sont indispensables et où la souveraineté est la garantie de la paix entre les peuples. »

Et toujours à Chambéry, il a déclaré « L'Union européenne a renoncé à son indépendance, en se précipitant sous la protection américaine. La France doit rester indépendante. Je sortirai donc du commandement intégré de l'OTAN. C'est la seule façon de pouvoir jouer notre rôle d'arbitre pour préserver la paix. La France doit être une puissance d'équilibre...Il faut donc un traité qui garantisse les frontières de l'Ukraine et la sécurité de la Russie. ». Et Éric Zemmour est crédible quand il parle d'indépendance de la France, pas Emmanuel Macron !

Ainsi pour remonter la pente qui mène la France à sa ruine, il faut rétablir dans ce pays un cadre politique sain, et d'urgence ! Il faut agir dans quatre directions.

1. En finir avec cette fausse république qui est en fait une monarchie élective, et revenir pour cela au septennat, séparant bien les élections législatives des présidentielles. Donner plus de pouvoirs au Sénat, tout en laissant le dernier mot aux députés, car il faut bien pouvoir terminer un travail législatif, mais sans être obligé de le bâcler.

2. Agir contre l'immigration clandestine comme un mal absolu, et devant l'aggravation du danger, considérer comme nuls parce qu'inadaptés les précédents accords européens sur ce sujet, et en renégocier d'autres. Il ne faut plus accepter un immigré de plus et reconduire à la frontière ceux qui doivent l'être. L'honnêteté commande cependant une différence à faire entre ceux qui sont là depuis plusieurs années sans causer de troubles à l'ordre public et les autres. Ce sera à la justice de trancher et non à l'administration.

3. Prendre conscience de l'insécurité intérieure croissante, ces dernières années, au point qu'on n'ose plus communiquer de chiffres à la population, et pour cela faire les sacrifices budgétaires nécessaires pour recruter le personnel convenable, et être prêt d'ailleurs, dans cette branche, comme dans d'autres, de réviser à la hausse la durée du temps de travail hebdomadaire si l'on ne veut pas arriver à des restrictions insupportables pour les retraites. Et sur le sujet de cette insécurité, faire traiter spécialement le terrorisme, qui doit relever d'un état de siège et d'une justice particulière.

4. Réhabiliter la notion de patrie, en ayant bien conscience que l'on se situe là sur un terrain dangereux, tout autant cependant que celui sur lequel on nous a engagé depuis longtemps : l'oubli de la patrie ! Et j'inclus dans cet oubli l'inconscience des Français sur ce qu'a vraiment représenté la révolution de 1789. C'est elle, en effet qui inaugura notre déclin en Europe et dans le monde, son crime majeur étant sa lutte à mort contre le catholicisme, au nom de la philosophie des Lumières, mais que les protestants et les Juifs ne s'y trompent pas, seul le temps a manqué à Robespierre pour ne pas les éliminer avec les autres « superstitieux » !

Ceux qui connaissent mes livres savent ma préférence pour la royauté, mais je suis aussi de ceux qui croient qu'une république, aux pouvoirs équilibrés peut diriger un grand pays comme la France, pourvu qu'elle répudie « l'État issu des Lumières et la révolution » pour reprendre l'expression de Jean de Vignerot dans son livre *Les deux patries*, ouvrage que tout Français devrait connaître. Il n'est pas inutile en effet de s'entendre rappeler, comme l'auteur le fait au tout début de son ouvrage « La France a précédé la patrie. Quand le mot patrie fit au seizième siècle son entrée dans la langue française, la France existait depuis très longtemps. Avant d'aimer la patrie, les Français ont été attachés à la France [et je rajoute personnellement que c'est la même chose pour la République dont le premier gouvernement ne date que de septembre 1792] Cette France est leur pays natal, celui de leur prince, de leur famille et de leurs amis et compagnons. Ils ont avec elle des liens charnels. Ils ne peuvent prononcer son nom sans tendresse. Ils l'appellent « France douce » Douce par sa bonté » (1)

On voit qu'avec cette définition, s'ouvrent différentes voies d'assimilation au peuple français, fondées non sur la race ou l'idéologie, mais sur l'humanisme chrétien. Oh je sais bien que cette expression a été souvent dévoyée. Mais ce qu'elle exprime, si on laisse aux mots leur sens, est juste. N'est-ce pas finalement une autre façon de parler du mystère de l'incarnation ? D'ailleurs le principe même de la vraie liberté religieuse fait partie intégrante de la doctrine catholique, officiellement depuis Vatican II, mais en ce qui concerne la France, le processus de mise en place a commencé sous Louis XVI en 1787, pour se consolider avec Napoléon Bonaparte, en 1801, 1802, et 1808. Tous deux souverains sacrés par l'Église catholique, et ce quelles que soient les différences du sens de leur sacre... ! Éric Zemmour, dans nombre de ses ouvrages et interventions rappelle la place importante tenue par le catholicisme dans toute notre histoire. Il peut donc tout naturellement vouloir rendre à l'amour de la France et de la patrie la place qui leur est due, sans pour autant être soupçonné de nationalisme d'extrême droite ou d'anti-républicanisme. Il veut en revenir aux fondamentaux de notre pays, à sa construction catholique, qui n'exclut personne pourvu qu'il respecte les traditions françaises. Il a oeuvré dans ce sens en rappelant que le mercredi 1er mars était le Mercredi des Cendres, début du Carême chrétien, alors que les médias d'Etat n'annoncent que le début et la fin du Ramadan ! Que nos compatriotes musulmans ne s'y trompent pas, l'Etat les ménage comme clientèle électorale ! Mais cette manière d'agir divise et distille haine et division dans la population ! Le rappel des sources chrétiennes de la France est la seule façon de lutter contre les communautarismes et de rassembler les Français de toutes origines pour le bien commun, sans donner à l'État trop de pouvoirs. Car le « trop » patriotique peut conduire à l'usurpation ou au mauvais usage ! Se rassembler au nom d'une patrie dont on reconnaît l'origine chrétienne ne signifie pas forcément, pour un non-catholique, faire allégeance à l'Église catholique et accepter ses dogmes, c'est simplement reconnaître leur influence bénéfique sur l'histoire et l'évolution d'un pays qu'on aime et avoir bien conscience qu'il ne peut y exister de vrai attachement à la France, sans respect de l'Église catholique, ce qui, je le répète à l'attention de ceux qui ne partagent pas sa foi, ne veut pas dire adhésion. Faute de cela, il y a le risque inévitable de diviniser la patrie et de donner naissance à un nouveau messianisme totalitaire, comme celui de la révolution française, puis comme nous l'avons vu deux fois au vingtième siècle, avec celui du communisme et du nazisme.

Mais c'est maintenant qu'il faut se décider. La guerre en Ukraine ravive l'urgence de la décision que doit prendre le peuple français. Compte tenu de notre situation économique, comparée à celle de la Russie, les sanctions économiques ne tarderont pas à se retourner contre nous avant d'atteindre les États Unis à leur tour. Aussi faudra-t'il s'unir contre toute tentative ou tentation de report des élections en cas d'aggravation du conflit ukrainien, à considérer comme des forfaitures, et voter utile dès le premier tour pour Éric

ions amènent à un véritable changement de politique redonnant à la France sa nécessaire grandeur et à

Zemmour, seul candidat à pouvoir affronter le président sortant parce que ses propositions amènent à un véritable changement de politique redonnant à la France sa nécessaire grandeur et à l'Europe et au monde : la paix ! »

Père Michel Viot

1) Jean de Viguerie, Les deux patries, p13, Editions DMM 2017

Site source :

[Michel Viot](#)